

1-Situation Géographique :

Le Kenya est un pays d'Afrique de l'Est, bordé par le [Soudan du Sud](#) et l'[Éthiopie](#) au nord, la [Somalie](#) à l'est, l'[Ouganda](#) à l'ouest et la [Tanzanie](#) au sud-ouest. Il est baigné par l'océan Indien au sud-est.



2-Le Pays en Bref :

- Nom complet** : République du Kenya
- Nom propre**: Jamhuri ya Kenya (sw) ; Republic of Kenya (en)
- Continent** : Afrique
- Sous-continent** : Afrique de l'Est
- Population** : 47 564 296 habitants (2019)
- Superficie** : 580 876 km²
- Principales villes** : Nairobi (capitale du pays), Mombasa et Kisumu.
- Langues officielles** : Anglais, swahili
- Monnaie** : Shilling kenyan (KES)
- Nature de l'État** : République. Régime présidentiel
- Chef de l'État** : Président Uhuru Kenyatta
- Codes ISO** : KE, KEN
- Religions** : 84.8% de chrétiens, 9.7% de musulmans, 1.7% religions traditionnelles.
- Membre à l'OMC** : Depuis le 1er janvier 1995

3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

* Indicateurs Economiques :

Le Kenya a connu une décennie de forte croissance économique lui permettant d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire en 2016. En 2018, la croissance du PIB s'est accélérée à 6% (contre 4,9% en 2017), tirée par une forte reprise de l'agriculture, du fait de l'amélioration des conditions météorologiques, de la résistance des secteurs de services, de la forte consommation privée et d'une confiance durable dans l'économie, en raison de la diminution des incertitudes politiques. La croissance devrait rester au même niveau en 2019 (6,1% du PIB selon les estimations du FMI), soutenue par la consommation publique, les investissements et le tourisme .

Après une sécheresse qui a affecté la production agricole et les tensions sociales entourant les élections présidentielles, l'économie kényane s'est rétablie en 2018. Malgré la situation difficile, les autorités ont réussi à réduire les déséquilibres extérieurs et à procéder à un important assainissement budgétaire. Le double déficit des comptes budgétaires et courants et la hausse des dettes publiques résultent de la stratégie de développement de Vision 2030, qui reposait sur une politique budgétaire expansionniste. Le déficit de la balance courante a diminué pour s'établir à 5,8% du PIB en 2018, contre 6,7% en 2017 (BAD), grâce à l'amélioration des exportations de produits agricoles, à la hausse des recettes touristiques et aux envois de fonds importants de la diaspora. Le déficit budgétaire a diminué pour s'établir à 7,5% du PIB en 2018, contre 8,9% du PIB l'année précédente, principalement en raison de la réduction de l'investissement public (FMI). L'inflation est passée de 8% en 2017 à 5% en 2018, sous l'effet de la baisse des prix des denrées alimentaires et d'une politique monétaire appropriée. Elle devrait rester aux alentours de 5% dans les années à venir. Les tampons externes sont restés sains et le secteur bancaire stable et résilient. La dette publique est passée de 54,2% du PIB en 2017 à 56,1% en 2018. En mars 2018, le FMI a approuvé une prolongation de six mois de la SBA du Kenya jusqu'en septembre afin de soutenir une nouvelle réduction des déficits publics afin de préserver la viabilité de la dette, de l'abrogation ou une modification significative du contrôle des taux d'intérêt et des mesures visant à renforcer le secteur financier et l'environnement des entreprises. Pour 2019, les autorités ont réaffirmé leur engagement en faveur de politiques macroéconomiques visant à maintenir la dette publique sur une trajectoire durable, à contenir l'inflation dans la fourchette cible et à

préserver la stabilité extérieure. Le pays espère obtenir un accord avec le FMI sur une nouvelle facilité de prêt en attente. Le « Big Four Agenda » du Président Uhuru Kenyatta, présenté en 2017, est axé sur la fabrication, le logement abordable, la couverture maladie universelle et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En ce qui concerne le contexte social et politique, malgré l'accord conclu avec le chef de l'opposition Raila Odinga, les profondes divisions politiques, sociales et ethniques du pays demeurent non résolues et pourraient constituer une source d'instabilité. En outre, le Kenya intervient militairement en Somalie et subit donc des attaques terroristes sur son sol. En janvier 2019, 15 personnes sont décédées des suites d'un attentat terroriste commis par le groupe islamiste al-Shabab, basé en Somalie, dans un hôtel de luxe à Nairobi. Le Kenya souffre d'un taux de chômage élevé, estimé à 9,3% en 2018 de la population active totale (estimation de la Banque Mondiale et du BIT). Le chômage est élevé, en particulier chez les jeunes, en raison de rivalités ethniques et de la pauvreté, qui, malgré son recul, touche encore une grande partie de la population. Le pays souffre également de disparités régionales.

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	78,69	87,93e	98,61	109,13	119,55
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,9	6,3	5,6	6,0	5,8
PIB par habitant (USD)	1.684e	1.831	1.998	2.152	2.294
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	55,2	60,1	61,6	61,3	61,7
Taux d'inflation (%)	8,0	4,7	5,6	5,3	5,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-4,87	-4,36	-4,59	-5,05	-5,49
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-6,2	-5,0	-4,7	-4,6	-4,6

Source : FMI - World Economic Outlook Database

Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2014	2015	2016	2017	2018
Shilling du Kenya (KES) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	112,15	104,78	108,51	116,77	119,52

Source : Banque Mondiale

*** Indicateurs Démographiques :**

La transition politique engagée en 2003 est pourtant un facteur de changement et surtout de développement dans un pays dont le taux de croissance démographique (+2,2 % par an entre 2009 et 2019) et urbaine est l'un des plus élevés au monde. La capitale, Nairobi, a doublé sa population en 15 ans, et est aujourd'hui l'une des plus grandes métropoles d'Afrique, avec plus de 8,3 millions d'habitants (estimations de l'aire métropolitaine en 2016).

Or, la majeure partie de cette croissance énorme se fait dans les bidonvilles qui parcourent les banlieues (on estime qu'environ 2,5 millions de personnes y survivent dans la précarité et l'extrême pauvreté), lieux de trafics, violences, milices, pollution et de laisser-faire des autorités, qui tentent ainsi de stigmatiser des populations et de les monter parfois les unes contre les autres afin de s'en servir politiquement. Un calcul à court terme qui ne peut que nuire à toute forme de développement durable et harmonieux des populations. Et cette croissance démographique urbaine devrait encore doubler d'ici 2035 et tripler d'ici 2050. Il est donc temps de se lancer dans la planification urbaine à grande échelle. Le prochain défi pour les autorités.

4-Situation Politique du Pays :

Exerçant la fonction de président depuis 2011, suite au conflit post-électoral de 2010-2011 (environ 3 000 victimes), Alassane Ouattara a été réélu en 2015 sans heurts témoignant d'une relative normalisation du climat politique. Toutefois, l'élection présidentielle prévue le 31 octobre 2020 pourrait s'avérer plus tumultueuse. L'ambiguïté entretenue par le président autour d'une candidature à un troisième mandat, en principe interdit par la Constitution de 2016 qui n'indique pas si la limitation à deux mandats s'applique rétroactivement, est notamment une source de crispation. La recomposition de la commission électorale, opérée pendant l'été 2019, a fait l'objet de controverses. Les tensions sont aussi avivées par la perspective d'un retour des querelles entre les trois forces politiques qui se disputent le pouvoir depuis trois décennies. La scission, en 2018, de l'Alliance entre le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix du président Ouattara et le Parti démocratique de la Côte d'Ivoire de l'ex-président Henri Konan Bédié (1993-1999), et l'acquittement de crimes contre l'humanité, en début d'année 2019, de l'ex-président Laurent

Gbagbo (2000-2010) ont remis sur le devant de la scène politique tous les acteurs de la crise de 2010-2011. Bien que la candidature de ce dernier paraisse hypothétique, après que la procureure de la CPI a fait appel de son acquittement en septembre 2019, il exercera probablement une influence dans l'élection par le biais du Front populaire ivoirien. L'émission d'un mandat d'arrêt international, en décembre 2019, suite à des accusations de tentative de déstabilisation et détournement de deniers publics à l'encontre de Guillaume Soro, acteur de la vie politique ivoirienne depuis plus de 20 ans et candidat déclaré à l'élection présidentielle, pourrait alimenter la nervosité. Dans ce contexte, la réforme constitutionnelle envisagée par le président Ouattara au premier trimestre 2020 pourrait s'avérer clivante. En ravivant certaines tensions, cette élection promet déjà de mettre à l'épreuve la fragile réconciliation nationale de la dernière décennie.

5-Risque Pays :

Des perspectives de croissance exposées au risque politique :

En 2020, la croissance devrait rester forte, soutenue principalement par l'investissement. La montée en puissance de celui du privé devrait continuer à porter la construction, l'agro-industrie et les services (commerce, transports et TIC particulièrement). Il bénéficiera de l'impulsion de l'investissement public dans le cadre du Plan national de développement (2016/2020) avec, par exemple, le projet de transport urbain d'Abidjan ou les infrastructures liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football 2023. Néanmoins, l'incertitude politique liée à l'élection présidentielle à grands enjeux d'octobre 2020 devrait alimenter la prudence de certains investisseurs, freinant la contribution de ce levier de croissance. Si une hausse des dépenses sociales pourrait soutenir la consommation privée, sa contribution pourrait aussi être contrainte par la perspective électorale si l'anxiété gagnait les ménages et les entreprises. La demande intérieure dynamique devrait favoriser une augmentation des importations, qui pèsera sur la contribution des échanges extérieurs, en dépit d'une probable augmentation des exportations agricoles (cacao, coton), minières (or) et pétrolières (produits raffinés). En outre, encore aux prises avec le virus de la pousse de cacao gonflée (cacao swollen shoot virus), la filière de l'or brun, qui devrait connaître une légère augmentation de sa production en 2020, pourrait être confrontée à de nouvelles difficultés en cas de baisse des cours internationaux.

Les dépenses liées à l'élection, principal risque budgétaire :

En 2020, le déficit budgétaire devrait rester proche de la norme de convergence de l'UEMOA (- 3 % du PIB). Le dynamisme de l'activité économique et les efforts en matière de recouvrement devraient soutenir la hausse des recettes fiscales, qui représentent moins de 17 % du PIB. Les dépenses d'investissement, principalement dans les projets d'infrastructures, devraient continuer de mobiliser la majeure partie des ressources budgétaires. Elles intégreront la réalisation du Programme social du gouvernement (2019/2020) avec, notamment, l'opérationnalisation progressive de la couverture maladie universelle. Les dépenses courantes devraient progresser sous l'impulsion des frais d'organisation de l'élection, alors que les efforts en matière de maîtrise de la masse salariale publique devraient être poursuivis. Le coût du service de la dette devrait aussi augmenter. Le déficit devrait être financé par des emprunts domestiques et extérieurs. La politique budgétaire devrait également bénéficier du soutien des programmes du FMI qui devraient être prolongés en 2020. La dette, à son plus haut niveau depuis que le pays a bénéficié d'une restructuration dans le cadre de l'initiative PPTE, devrait se stabiliser. Le risque de surendettement reste vulnérable à des chocs extérieurs (chute des prix du cacao par exemple) ou domestiques, avec notamment le risque de dérapages budgétaires à l'occasion des élections.

Le déficit courant devrait se stabiliser après avoir subi en 2017 l'effet conjugué d'une dégradation des termes de l'échange (avec la baisse des prix du cacao) et de la hausse des importations. L'excédent commercial devrait rester quasi inchangé, la hausse des importations de biens d'équipement compensant celle des exportations. Les déficits des balances des services, avec le fret et les services liés à la réalisation des projets, des revenus, avec les rapatriements de profits des entreprises étrangères et les paiements d'intérêts de la dette, et des transferts, à cause des envois de fonds des travailleurs étrangers, feront basculer le solde courant en négatif. Les flux financiers, principalement les IDE, prêts projets et investissements de portefeuille, financeront le déficit courant et pourraient participer à l'accumulation des réserves de change communes de l'UEMOA.

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Le Kenya est particulièrement avancé dans le secteur des services et a été à l'origine d'innovations adoptées sur tout le continent. En 2017, il est devenu le premier pays à vendre des emprunts d'État via téléphone mobile. C'est également le troisième producteur mondial de thé et le deuxième exportateur (en volume) du monde, le 9ème producteur de haricots secs, le 17ème producteur d'oléagineux et figure parmi les 20 plus grands exportateurs de café (FAO). L'agriculture représente près de 35% du PIB du Kenya et emploie moins de 40% de la population active. L'agriculture et l'horticulture sont les deux plus grands secteurs de l'économie kényane. Le café, le blé, la canne à sucre, les fruits et les légumes sont parmi les principales cultures, et les produits laitiers, le bœuf, le poisson, le porc, la volaille et les œufs sont les principaux produits animaux. Le pays exporte du thé, du café, des fleurs coupées et des légumes.

Bien que le pays dispose de peu de ressources minérales, certains minéraux de grande valeur, tels que le titane, ont un potentiel considérable. En outre, le Kenya pourrait devenir un producteur de pétrole et de gaz dans les années à venir, car de nouveaux gisements de pétrole (d'un potentiel de 750 millions de barils) ont été découverts à la suite du forage de puits d'exploration dans le pays Turkana (Nord-Ouest). L'industrie représente un peu plus de 15% du PIB et emploie 14% de la main-d'œuvre.

Le secteur des services représente environ 45% du PIB et emploie 47.8% de la population active. Le tourisme, un secteur clé de l'économie kényane, a été frappé par plusieurs attaques terroristes perpétrées par le groupe Al-Shabab depuis 2013. Le secteur commençait à se rétablir avant la récente attaque terroriste de janvier 2019, qui a coûté la vie à 15 personnes à Nairobi. Les industries manufacturière et financière, bien que modestes, sont l'une des industries les plus sophistiquées de l'Afrique de l'Est. Les secteurs de l'informatique et des communications se développent rapidement et l'industrie de la construction est très dynamique. Le niveau de développement des transports, de la médecine, de l'éducation ou des services financiers fait du Kenya une plate-forme régionale.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	57,0	7,7	35,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	34,2	16,4	45,4
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	6,4	5,3	7,1

Source : Banque Mondiale

*L'économie en bref

POINTS FORTS :

- Diversité des ressources : hydrocarbures, minerais (or, cuivre, fer, manganèse, bauxite) et richesses agricoles (premier producteur mondial de cacao, café, sucre, noix de cajou)
- Infrastructures en cours de modernisation
- Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance
- Renforcement de la stabilité politique

POINTS FAIBLES :

- Économie vulnérable aux aléas climatiques et à l'évolution des cours du cacao, principal produit d'exportation
- Lacunes encore à combler en matière de gestion des finances publiques, d'infrastructures et d'environnement des affaires
- Lents progrès en matière de réconciliation nationale

7-Accords Bilatéraux :

Le Kenya et la Tunisie envisagent un accord bilatéral sur les services aériens (BASA) afin de renforcer les liaisons de transport aérien, a déclaré jeudi un responsable gouvernemental». C'est ce qu'a déclaré la Secrétaire principale du ministère de l'Industrie, du Commerce et des Coopératives au Kenya, Betty Maina, lors d'un forum économique et commercial à Nairobi, pour palier l'absence de vols directs entre les deux pays qui entravait le volume des échanges commerciaux bilatéraux, selon le site Xinhuanet.